

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 03/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PARAGON direct marketing**

1 rue de l'avenir  
ZI de la Vignette - BP 1  
59126 Linselles

Références : 2025\_PARAGON\_Linselles\_RAPVI\_0007001636  
Code AIOT : 0007001636

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement PARAGON direct marketing implanté 1, rue de l' Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 Linselles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel de la Dreal des Hauts-de-France pour l'année 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARAGON direct marketing
- 1, rue de l' Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 Linselles

- Code AIOT : 0007001636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société, fondée en 1950 à Tourcoing, est implantée sur le site de Linselles depuis 1996. Elle est spécialisée dans la fabrication et le traitement des plis liés au marketing direct et relance client, tant avec la V.P.C. (Les 3 Suisses, La Redoute et leurs filiales) qu'avec la Poste ou des organismes de crédit (Cofidis, Finaref).

Les bobines de papier sont imprimées sur une rotative Offset puis si nécessaire sur une machine flexographique (encre grattable, gomme). Elles sont ensuite dirigées vers la perforation/découpe. Puis les produits peuvent être personnalisés (impression à jet d'encre), et sont acheminés vers la finition. Enfin, les documents sont mis sous film ou sous enveloppe, puis sont expédiés.

La société PARAGON est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation par arrêté préfectoral du 05 décembre 2007 pour l'exploitation d'un atelier d'imprimerie et de transformation du papier.

Le site est autorisé pour :

- la transformation du papier : capacité de production de 213,5 t/j (rubrique 2445.1) ;
- l'impression par flexographie avec encres solubles à l'eau : quantité de produit consommée de 500 kg par jour (rubrique 2450.2),
- l'impression sur rotatives offset : 3 lignes de production (rubrique 2450-1),
- l'impression par flexographie et opérations connexes, la quantité totale de produits consommés étant égale à 2555 kg/j (rubrique 2450-2-a),
- le dépôt de papiers usés ou souillés : quantité maximale de 63 tonnes (ancienne rubrique 329, désormais rubrique 2714).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site PARAGON de Linselles a vu son activité modifiée par l'arrêt d'une rotative. Par ailleurs, les évolutions de la nomenclature et notamment la rubrique 2445 ont modifié le classement du site. L'exploitant n'ayant pas demandé à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédures de l'enregistrement, les règles de procédures restent celles de l'autorisation et le régime des installations est celui de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral pris sous le régime de l'autorisation reste applicable.

L'arrêté du 02/12/21 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2445 (transformation du papier, carton) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique de droit, sous réserve des prescriptions de l'arrêté préfectoral (le plus restrictif s'applique). Il convient pour l'application de l'arrêté ministériel de bien prendre en compte les modalités de rédaction relatives à l'application aux installations existantes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Quantités maximales rejetées	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Auto surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Auto surveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.2	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 4.3.8	Sans objet
8	Auto surveillance des REJETS AQUEUX	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.3	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	e des déchets	article 9.2.5	
11	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments de surveillance de ses rejets atmosphériques et de ses niveaux sonores.

Il a toutefois été réactif en communiquant à l'Inspection des bons de commande signés avec la mention "bon pour accord". Au regard de cette réactivité, l'Inspection ne propose pas de suite administrative à l'issue de la visite.

Les évolutions passées et futures du site nécessitent la réalisation d'un porté à connaissance qui doit permettre de mettre à jour la situation administrative du site, vis à vis de son classement mais aussi du suivi de ses rejets. La communication du plan de gestion des solvants permettra de faire un premier état des lieux sur les rejets du site et sur les produits utilisés.

L'exploitant devra réaliser un porter à connaissance présentant les évolutions des activités de son site et leurs conséquences. Dans un premier temps, ces informations pourront être communiquées via le plan de gestion des solvants prévu par l'article 3.2.5 de l'arrêté précité.

Par ailleurs, l'arrêt de l'ensemble des rotatives correspond à une cessation d'activité. L'exploitant doit donc réaliser la procédure prévue aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. L'arrêt de ces activités ne libérant pas les terrains, conformément à l'article R.512-39, il peut demander à différer la réhabilitation. Cette demande doit être adressée à M. le préfet et doit être accompagnée de justifications. Ces justifications doivent prendre en compte l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conduits et installations raccordées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité (en MW)	Combustible

1	sécheur M300	1,095	GN
2	Incinérateur Roto 5	1,175	GN + solvants
3	Incinérateur Roto 4	1,028	GN + solvants
4	Incinérateurs M 300	1,125	GN + solvants
5	C h a u f f e r i e ( c h a u d i è r e s )	0,5 + 0,51	GN
6	Aspiration rognures	/	/
7	Aspiration rognures	/	/
8 à 13	Aérothermes	6 x 0,049	GN
14 à 15	Aérothermes	2 x 0,073	GN

#### Constats :

De nombreuses modifications ont été apportées au site. Les conduits est installations raccordées à ce jour sont :

N° de conduit	I n s t a l l a t i o n s r a c c o r d é e s	Puissance ou capacité (en MW)	Combustible
1	Incinérateur MAN2 (dénommé Roto5 dans l'AP)	1,175	GN + Solvants
2	chaufferie	à,5	GN
3	Aspiration rognure (+cyclone)	/	/

L'exploitant a également évoqué de potentielles évolutions de son activité pouvant impacter les

différents conduits du site, et notamment la sortie définitive de leur dernière rotative en fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 stipule "Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation."

L'exploitant devra réaliser un porter à connaissance des évolutions de son activité. Dans un premier temps, ces informations pourront être communiquées via le plan de gestion des solvants prévu par l'article 3.2.5 de l'arrêté précité.

Par ailleurs, l'arrêt de l'ensemble des rotatives correspond à une cessation d'activité. L'exploitant doit donc réaliser la procédure prévue aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. L'arrêt de ces activités ne libérant pas les terrains, conformément à l'article R.512-39, il peut demander à différer la réhabilitation. Cette demande doit être adressée au préfet et elle doit être accompagnée de justifications. Ces dernières justifications doivent prendre en compte l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement.

Les informations concernant la cessation d'activité des rotatives et des évolutions du sites peuvent faire l'objet d'un même dossier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions générales de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Conduits	Hauteur (e m)	Diamètre (en m)	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	10,5	0,35	3 200	5
2	12	0,55	5 360	5
3	12	0,55	4 510	5
4	12	0,4	3 500	5

5	13,5	0,35	1 458	5
6	9,5	0,71	37 800	/
7	9,5	0,64	18 900	/
8 à 13	7	0,150		5
14 à 15	7,5	0,200		5

#### Constats :

Pour le rejet 2, incinérateur Roto 5 (nom actuel MAN2), les conditions de rejets n'ont pas évolué.  
Pour les conduits 6 et 7, aspirations rognure, les deux conduits ont été raccordés à un système de traitement (cyclone).  
Pour le conduit 5, une des deux chaudières a été arrêtée, les conditions de rejet ont donc évolué.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra communiquer à l'inspection les conditions générales des rejets pour la chaufferie et l'aspiration rognure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concen trations instant	conduit n°1	conduit n°2	conduit n°3	conduit n°4	conduit n°5	conduit s n°6 et 7	conduit s n°8 à 13	conduit s n°14 à
-------------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	--------------------------	--------------------------	------------------------



instant années en mg/Nm						n°6 et 7	n°8 à 13	n°14 à 15
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3	18	18	18	3	/	3	3
Poussières	5	/	/	/	5	2	5	5
SO <sub>2</sub>	35	/	/	/	35	/	35	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150	100	100	100	150	/	150	150
CO	/	100	100	100	/	/	/	/
COVNM	/	15	15	15	/	/	/	/
CH <sub>4</sub>	/	50	50	50	/	/	/	/

#### Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats de mesure des concentrations pour les rejets 2 et 6/7.

Il a communiqué à l'Inspection un devis signé avec la mention "bon pour accord" en date du 26/03/2025 afin de réaliser des mesures sur les deux conduits concernés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection les résultats des mesures réalisées dès réception. En cas de non conformité, cette transmission s'accompagnera d'un plan d'action.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Quantités maximales rejetées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

##### **Prescription contrôlée :**

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

- poussières : 50 g/h pour les rejets canalisés de l'aspiration des rognures ;
- C.O.V. totaux : 10 g/h pour chacun des incinérateurs de solvants et 128 kg/an au total pour les trois incinérateurs ;
- dichlorométhane : 20 g/h pour l'ensemble des extracteurs du secteur impression ;
- naphthalène : 0,2 g/h pour l'ensemble des extracteurs du secteur impression.

##### Rejets diffus :

Si la consommation de solvants est supérieure à 15t/an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30% de la quantité de solvants utilisée (le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses).

##### Plan de gestion des solvants :

L'Exploitant doit mettre en place un plan de gestion, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Ce plan est transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagné des actions visant à réduire la consommation.

##### **Constats :**

L'exploitant a indiqué ne plus utiliser de produit contenant du dichlorométhane et du naphthalène. Les encres utilisées sont des encres à base aqueuse.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de gestion des solvants lors de l'inspection. Il a indiqué être en cours de réalisation de celui-ci pour l'année 2024.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communique à l'Inspection, via son plan de gestion des solvants, les fiches de

données de sécurité des différents produits utilisés sur le site, et notamment leur composition en solvant.

Le plan de gestion des solvants devra être communiqué à l'inspection des installations classées 1 mois après la réalisation des mesures des rejets atmosphériques de la rotative.

Le plan de gestion des solvants devra permettre à l'exploitant de s'interroger sur la consommation globale de solvant et sur les modalités de surveillance des rejets du site. Les résultats de cette analyse sera jointe au plan de gestion des solvants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Auto surveillance des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Rejets N°2 à 4

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse
Débit	Annuelle	ISO 10 780
O <sub>2</sub>	Annuelle	FDX 20 377
COVM	Annuelle	NF. EN 13649 ou équivalent
NO <sub>x</sub> (équivalent NO <sub>2</sub> )	Annuelle	NFX 43 300 et NFX 43 018
CO	Annuelle	NFX 43 300 et NFX 43 012/
CH <sub>4</sub>	Annuelle	

Rejets N°1, 8 à 15

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse
-----------	-----------	-------------------

Débit	Triennale	ISO 10 780
O <sub>2</sub>	Triennale	FDX 20 377
NO <sub>x</sub> (équivalent NO <sub>2</sub> )	Triennale	NFX 43 300 et NFX 43 018

Rejets N°6 et 7

Paramètre	Fréquence	Méthode d'analyse
Poussières	Annuelle	NFX 44 052 et NFEN 13 284-1

#### Constats :

Seuls les conduits 2 et 6/7 sont encore utilisés par l'exploitant. Le jour de l'inspection, celui-ci n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'autosurveillance de ses rejets.

A l'issue de celle-ci, l'exploitant a communiqué par courriel un devis signé avec la mention "bon pour accord" en date du 26/03/25 pour réaliser une campagne de mesure sur ces deux rejets.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les résultats des mesures sur les deux exutoires devront être communiqués à l'inspection dès réception et au plus tard sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Auto surveillance des émissions par bilan

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence

COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de gestion des solvants. Il a indiqué être en cours de réalisation pour celui de 2024, mais celui-ci ne pourra être finalisé qu'à la réception des résultats des mesures réalisées sur le rejet 2.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous 2 mois à l'inspection un plan de gestion des solvants (voir point de contrôle n°4).		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois		

**N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 4.3.8		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.  Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °2 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. )		
Débit de référence	Maximal journalier : 10 m <sup>3</sup>	
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)	Flux journalier (kg/j.)
DCO	750	7,5
MeS	500	5
DBO <sub>5</sub>	300	3

DCO/DBO <sub>5</sub>	≤2,5	L
N Global	100	1
P total	20	0,2
HCT	5	0,05
Métaux Totaux	5	0,05

#### Constats :

L'exploitant a indiqué ne plus avoir de rejet d'eau industrielle sur son site. Les eaux de lavage de la rotative sont collectées dans une cuve et traitées comme des déchets.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan à jour de ses réseaux permettant de localiser les différents points de rejets et l'origine de ceux-ci.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra informer l'inspection des modifications apportées sur son site et fournir un plan des réseaux à jour. Cette information pourra être réalisée lors du dépôt d'un rapport de connaissance global sur les modifications apportées au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Auto surveillance des REJETS AQUEUX

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour le rejet n°2 (Cf. repérage sous l'article 4.3.5) :

Paramètre	Autosurveillance
	Périodicité
Ensemble article 4.3.8	Annuelle

Matières inhibitrices	Annuelle
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation n'a plus de rejet d'eau résiduaire industrielle. Les rejets sont uniquement des eaux vannes et des eaux pluviales.</p> <p>L'arrêté ne prévoit pas de mesure sur les rejets d'eaux exclusivement pluviales.</p>	
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>	

**N° 9 : Autosurveillance des niveaux sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1. La dernière mesure des niveaux sonores date de 2017. A l'issue de l'inspection l'exploitant a communiqué par courriel un devis du signé avec la mention "bon pour accord" du 26/03/25 pour des mesures de bruit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection le résultat des mesures de bruit dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 10 : Autosurveillance des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 9.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'Exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées un bilan trimestriel de ces déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'Exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant utilise trackdéchets pour l'envoi, le suivi et la traçabilité.

La fiche trackdéchets a été consultée par l'inspection. Pour l'année 2024, 5 types de déchets dangereux sont référencés :

code déchets	description	quantité 2024	quantité 2023
08 01 19*	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses		5,46 t
08 03 12*	déchets d'encre contenant des substances dangereuses	10,94 t	5,84 t
08 04 09*	déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	14,158 t	18,617 t
15 01 06	emballage en mélange		1,353 t
15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances	0,882 t	4,69 t



	s u b s t a n c e s d a n g e r e u s e s		
16 02 11*	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC	0,048 t	
16 02 13*	équipements mis au rebut contenant des c o m p o s a n t s dangereux (3) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12	0,577 t	

Les volumes de déchets issus de l'activité impression sont cohérents d'une année sur l'autre si l'ensemble des codes déchets est regardé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie à l'inspection le choix des codes 08 01 19\* et 08 03 12\* qui pourrait expliquer la différence de volume entre 2023 et 2024, le volume global des déchets issus de l'activité impression restant dans son ensemble cohérent.

L'exploitant justifie également la différence de volume entre 2023 et 2024 pour la quantité d'absorbants (code 15 02 01\*).

L'installation produit plus de 2 t de déchets dangereux par an, elle doit, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, réaliser la déclaration annuelle prévue par cet arrêté en allant sur le site <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R18437>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, risques

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier à l'Inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection a consulté les rapports suivants :

- Q19 du 07/02/25 APAVE 2321141.002
- Q18 du 31/01/25 APAVE 22357853-002-1 (ccl : l'installation ne peut entraîner de risque)
- Foudre du 14/01/25 APAVE 2321146-001
- Q4 du 27/05/24
- Q5 du 28/05/24
- Q17 du 27/05/24

L'exploitant a été en mesure d'indiquer pour chaque remarque un plan d'action en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite